



La Chine et l'Afrique

Par [Pavel Nastine](#)

Mondialisation.ca, 22 juillet 2018

[New Eastern Outlook](#) 9 juillet 2018

Région : [Afrique subsaharienne, Asie](#)

Thème: [Économie](#)

La Chine applique en Afrique une stratégie de politique étrangère qui à la fois fait partie intégrante de la doctrine de Beijing en la matière et s'y entremêle. Son objectif principal est de transformer le continent africain en un atout stratégique de la Chine, dont le but serait de renforcer la puissance économique et politique de la République populaire et de permettre à la Chine de se positionner comme une superpuissance. Aux yeux de Beijing, l'Afrique est riche de ressources de valeur et, avec sa population de 1.2 milliard d'habitants, est un grand et vaste marché pour ses marchandises ; le continent est aussi l'un des plus grands bénéficiaires des investissements chinois. Les projets à long terme comprennent la transformation de l'Afrique en une zone manufacturière où la Chine, qui a investi à grande échelle, pourrait déplacer son appareil de production afin d'être plus proche des sources de matières premières et de la main-d'œuvre. Enfin, cela permettra à la Chine de se libérer des anciennes technologies et d'ouvrir la voie à la quatrième vague d'innovation.

L'intérêt de la RPC à transformer l'Afrique en une zone pacifiée fait aussi partie de cette stratégie, parce que seul un tel scénario justifierait des investissements massifs sur ce continent et y assurerait des ventes constantes de marchandises chinoises.

Cette stratégie a été développée au début des années 2000 et elle a été systématiquement mise à jour depuis lors. Des Livres blancs sur la politique de la Chine en Afrique ont été publiés depuis 2006, et ils se focalisent de plus en plus sur la sécurité du continent et sur la lutte contre le terrorisme. Du point de vue de Beijing, la sécurité est étroitement liée à l'élimination de la pauvreté et du sous-développement, et ce sont des processus auxquels la Chine aimerait prendre part avec ses marchandises, ses technologies et ses investissements.

Pour la Chine, la sécurité et le développement sont interdépendants et priment sur les doctrines activement promues par l'Occident, qui lient les droits de l'homme à la démocratie ainsi qu'à une gestion appropriée au progrès économique. Guidée par sa propre expérience, Beijing ne souscrit pas à cette doctrine et passe son temps à promouvoir activement sa propre vision, basée sur la nécessité de soutenir le développement économique et d'assurer la sécurité, tout en ignorant pour l'essentiel les progrès accomplis par divers pays dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme.

En outre, la Chine pense qu'elle ne devrait pas s'immiscer dans les affaires internes de l'Afrique ou participer à des interventions militaires, comme le font les pays occidentaux afin d'atteindre leurs propres buts économiques et politiques. La priorité de la Chine est de sauvegarder ses intérêts en prenant part à de nombreuses missions de rétablissement de la paix sur le continent, garantissant ainsi la sécurité de ses investissements.

Dans la pratique, cela signifie que la Chine est devenue l'un des participants les plus actifs parmi les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix en Afrique. Le 30 juin 2017, 2 515 soldats chinois ont participé à des opérations de rétablissement de la paix en Afrique. En 2015, le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, avait annoncé qu'il projetait d'augmenter le nombre de ses troupes de maintien de la paix à 8000 soldats. La vérité est que les Chinois ne prennent pas part aux opérations militaires et font plutôt partie des unités de ravitaillement. Pourtant, la présence militaire chinoise en Afrique a commencé en 2013, année où Beijing a envoyé une unité de 197 personnes en mission au Mali, et en 2015, 700 soldats ont été déployés au Soudan, où la Chine a d'importants intérêts pétroliers.

Au même moment, Beijing aidait l'Union africaine sur le plan de la sécurité régionale. En 2017, la Chine a accordé un don de 100 millions de dollars US à l'Union africaine, destiné à l'achat de matériel militaire pour ses troupes de maintien de la paix en Afrique. En outre, elle a aidé la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) à combattre les activités terroristes d'Al-Shabaab en dépensant des sommes importantes pour la préparation de la Force de défense du peuple ougandais et de la Force de défense du Kenya, qui participent activement à l'AMISOM.

La Chine apporte également une contribution importante à la lutte contre la piraterie. De 2008 à 2015, environ 16 000 marins chinois et 1 300 soldats de la Marine et des forces spéciales faisaient partie de convois armés.

En 2015, un contrat a été signé pour la construction de la première base militaire chinoise en Afrique, à Djibouti. Des militaires chinois y sont déjà stationnés depuis 2017. Selon le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, l'établissement de cette base « *reflète le désir de la Chine de jouer un rôle constructif dans la résolution des problèmes internationaux et régionaux et de créer des conditions plus sûres, plus stables pour ses activités à l'étranger* ».

Les raisons de ces actions deviennent claires si on est conscient du fait qu'à l'heure actuelle, plus de 2 000 entreprises chinoises et plus d'un million de Chinois travaillent sur le continent africain et ont besoin d'assurer leur sécurité.

Certes, cette stratégie chinoise a, dans l'ensemble, porté ses fruits. Le chiffre d'affaires entre Beijing et le continent africain a atteint 180 à 200 milliards de dollars par an, tandis que les investissements chinois ont augmenté à 100 milliards de dollars depuis 2000. Les principaux partenaires de la Chine en Afrique sont l'Égypte ; le Nigeria ; l'Afrique du Sud ; l'Éthiopie ; la République démocratique du Congo ; la Zambie ; l'Angola ; le Maroc ; le Niger ; le Cameroun ; le Tchad et quelques autres.

Pour promouvoir ses intérêts, Beijing utilise également des moyens tels que l'aide sous forme de dons, des prêts sans intérêt ou à faible intérêt, l'annulation de dette, des projets de construction caritatifs, l'exonération de taxes à l'importation pour certaines marchandises africaines, l'envoi de spécialistes aux pays africains, la création de centres de santé et la formation d'étudiants. Tout cela conduit à l'influence croissante de la Chine, la langue chinoise devenant même la langue de communication transnationale entre étudiants, comme c'est le cas au Kenya.

Pour donner vie à ses politiques ambitieuses, la Chine a créé un arsenal d'outils et de mécanismes. Sous les auspices des organismes d'État, les projets d'investissement sont

stratégiquement mis en œuvre par la Banque chinoise de développement et la China Investment Corporation, qui est un fonds souverain.

Parmi les organismes d'aide spécialisés, il faut mentionner le Fonds de développement Chine-Afrique (CAD Fund), le Fonds pour le développement de capacités productives, le Fonds de développement des petites et moyennes entreprises, le Fonds Route de la soie, l'Institut Confucius et la Fondation pour le développement des sources humaines.

Le Fonds de développement Chine-Afrique se distingue des autres instruments utilisés par la Chine pour étendre son influence en Afrique. En 2007, la Banque chinoise de développement a fourni le capital nécessaire pour créer cette organisation, qui est un fonds d'investissement enregistré selon le droit privé de la RPC. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'un fonds souverain, mais la part de son capital fourni par la Banque chinoise de développement permet à l'État de contrôler cette institution.

Contrairement à d'autres organisations chinoises similaires, le Fonds CAD n'accorde pas de lignes de crédit mais investit directement en Afrique en finançant des projets d'affaires dont le but est de collaborer avec les pays africains. Le fonds couvre généralement un tiers du capital nécessaire, jouant ainsi un rôle d'investisseur passif. Le reste est financé par des investisseurs chinois et étrangers.

Jusqu'à présent le Fonds CAD a investi 3.2 milliards de dollars dans 91 projets dans 36 pays africains sur une période de 10 ans. Au total, les investissements chinois en Afrique s'élèvent à 100 milliards de dollars.

En pratique, le Fonds investit du capital dans le secteur de l'énergie, les infrastructures, l'exploitation minière et la transformation des ressources naturelles, et l'agriculture. Ces types de projets chinois comprennent la construction de plus de 100 parcs industriels, dont plus de 40% sont déjà opérationnels. Fin 2016, 5 756 kilomètres de voies de chemin de fer, 4 335 km de routes, 9 ports, 14 aéroports, 34 centrales électriques ainsi que 10 grandes et des milliers de petites centrales hydroélectriques ont été construites !

Ainsi, la Chine a atteint des résultats impressionnants en Afrique au cours de ces 10 ou 12 dernières années. Ayant développé la bonne stratégie à long terme, soutenue par des instruments financiers et politiques efficaces ainsi que par des ressources financières, elle a développé la politique la plus fructueuse, qui réussit actuellement beaucoup mieux que celle d'autres pays. Et c'est quelque chose dont tout le monde devra tenir compte.

Pavel Nastine

Article original en anglais : China and Africa, [New Eastern Outlook](#), le 9 juillet 2018

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#)

Pavel Nastine, observateur politique sur l'Asie et l'Afrique, exclusivement pour le magazine en ligne New Eastern Outlook.

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)

Copyright © [Pavel Nastine](#), [New Eastern Outlook](#), 2018

Articles Par : [Pavel Nastine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca